



## **8 MARS – JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES**

**Chères camarades, chers camarades,**

Nous honorons la Journée internationale des droits des femmes, 168 ans après la grève sanglante des ouvrières de New York contre l'exploitation au travail, conséquence de l'inégalité des sexes. Les racines de la question féminine sont apparues avec la naissance de la société de classes et perdurent aujourd'hui, car elles sont alimentées par la même cause : l'exploitation de l'homme pour le profit.

La question féminine se manifeste dans la vie sociale et personnelle des femmes à travers un ensemble d'inégalités et de discriminations économiques, politiques et culturelles.

Dans le système primitif, la répartition du travail était naturelle et il n'y avait ni distinctions de classe ni discriminations raciales. L'homme chassait pour se nourrir, tandis que la femme prenait soin de la famille au sein de la communauté. Leurs tâches avaient un caractère social, dans une société où prévalait le matriarcat, l'origine de la mère.

Avec le temps, l'appropriation du surplus de travail par l'homme-esclavagiste a conduit à la première division de classe entre esclavagistes et esclaves, créant ainsi une séparation basée sur l'exploitation. Le travail des femmes a perdu son caractère social, se réduisant au cadre familial des esclavagistes.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, dans le monde capitaliste, les travailleuses salariées ont rejoint les luttes de la classe ouvrière, culminant avec la grève sanglante des ouvrières de New York le 8 mars 1857.

Les acquis du socialisme au XXe siècle ont contribué à la lutte mondiale contre l'inégalité des sexes, atténuant certaines discriminations et promouvant des droits politiques et sociaux, comme l'égalité dans la législation du travail et les congés de maternité.

Aujourd'hui, dans le monde capitaliste, l'égalité juridique entre les sexes ne supprime pas les préjugés sociaux qui pèsent sur les femmes des classes populaires. La travailleuse subit une double exploitation : en tant que salariée et en tant que responsable de la reproduction et de la famille, sans le soutien de services publics gratuits.

Les femmes des classes dominantes ne subissent pas les mêmes conséquences de l'inégalité et, depuis des postes de pouvoir, elles défendent les intérêts du capital.

Les théories bourgeoises attribuant l'inégalité des sexes à des conceptions patriarcales et masculines, soutenues par certains mouvements féministes, sont scientifiquement infondées et cherchent à masquer la cause de classe de la question féminine. D'importants budgets sont consacrés à des campagnes de propagande en ce sens.

Les mêmes objectifs sont poursuivis par les théories sur le « genre », qui détournent la question féminine de sa base de classe en insistant sur la distinction entre sexe « biologique » et sexe « social », mettant en avant la liberté individuelle au détriment de la lutte collective de classe.

Les caractéristiques personnelles de chaque individu, telles que le sexe, l'ethnie, la couleur de peau, la religion ou l'orientation sexuelle, ne doivent pas être des causes d'exclusion sociale. La lutte contre les discriminations passe par la revendication de droits sociaux pour tous. Les politiques sociales-démocrates, en traitant ces questions comme des mouvements distincts, favorisent l'individualisme au détriment de la lutte collective.

Ces politiques présentent l'attaque contre les droits populaires comme un problème de mauvaise gestion gouvernementale ou de corruption politique, promouvant ainsi des solutions superficielles basées sur l'alternance de gouvernements plus « démocratiques » ou « progressistes ». Cependant, même lorsque des gouvernements dits « de gauche » ont concédé des acquis sous la pression du mouvement ouvrier, ces avancées ont ensuite été supprimées, que ce soit en période de crise ou de croissance économique.

Le capitalisme, tout en tenant compte de l'évolution du niveau d'éducation des femmes et du développement des forces productives, impose des restrictions aux besoins populaires, séparant le niveau d'éducation de l'exploitation capitaliste. Il promeut l'image de la « femme carriériste » conciliant travail et famille sur une base individuelle, réduisant ainsi la responsabilité de l'État en matière de services sociaux.

### **Chères camarades, chers camarades,**

Aujourd'hui, alors que les progrès scientifiques et technologiques pourraient garantir l'égalité des femmes avec des conditions de travail stables, des droits sociaux et des services de soutien gratuits pour la maternité et la famille, nous constatons au contraire une intensification de l'exploitation.

Pourquoi les travailleurs sont-ils contraints d'accepter des salaires de misère sans droits sociaux ni retraites décentes ? Pourquoi les retraités doivent-ils continuer à travailler jusqu'à un âge avancé sous prétexte du concept de « vieillissement actif » ?

La réponse réside dans le système politique, social et économique qui domine la planète : le capitalisme. Son objectif est d'accroître les profits des entreprises en exploitant les travailleurs et les retraités, hommes et femmes.

Ce projet est orchestré par les centres dirigeants du capitalisme, tels que l'Union européenne, et mis en œuvre par les gouvernements bourgeois, indépendamment de leur positionnement politique, à travers des lois antisociales et répressives.

Sous couvert d'égalité des sexes, le capitalisme nie les besoins biologiques supplémentaires des femmes en matière de reproduction et de maternité. Il réduit les salaires et les retraites, tout en diminuant les dépenses publiques afin de favoriser la privatisation et les profits des grandes entreprises.

Dans le même temps, en promouvant la participation accrue des femmes aux postes de direction dans les entreprises et les institutions militaires, il perpétue la pauvreté, la guerre et l'exploitation sous un visage féminin.

La violence contre les femmes, sous toutes ses formes, est le reflet de la barbarie du capitalisme. Elle s'exprime à travers la guerre, la misère, le chômage, la précarité,

l'exploitation au travail, l'insécurité sociale, les bas salaires, les retraites insuffisantes, la marchandisation de la santé et de l'éducation, la répression, et la traite des êtres humains.

La violence contre les femmes est une conséquence directe de la société d'exploitation et se reflète dans les relations sociales et interpersonnelles, encouragées par la culture capitaliste de la compétition et de l'individualisme.

**Chères camarades, chers camarades,**

Nous renforçons notre solidarité internationaliste envers les peuples, envers les femmes et les enfants de Palestine, ainsi qu'envers toutes les victimes des guerres impérialistes menées au nom du profit.

Le système économique et social qui régit notre planète, de la naissance à la mort, témoigne de l'exploitation du droit fondamental à la vie.

L'inégalité sociale, produit de l'exploitation de classe, disparaîtra lorsque la cause qui la perpétue – l'exploitation de l'homme par l'homme – sera éradiquée.

Le système capitaliste repose sur la production de richesse par les travailleurs et travailleuses, actifs et retraités.

Seul un combat collectif des travailleurs, femmes et hommes, chômeurs, indépendants, paysans, étudiants et retraités, indépendamment de leur origine ou orientation, peut mettre fin à l'exploitation et garantir à tous le droit fondamental à une vie digne.

Nous puisons force et courage dans l'histoire des luttes de classe et de la participation des femmes à ces combats, qui ont permis d'arracher des droits malgré la réaction du capitalisme.

**Secrétaire aux questions de genre, UIS P&R de la FSM**

*Muntaki Vasso*